

**Clair (Isabelle), *Sociologie du genre*.**

Paris, Armand Colin (128), 2012, 128 p., 9,80 €.

**Pfefferkorn (Roland), *Genre et rapports sociaux de sexe*.**

Lausanne, Éditions Page Deux (Empreinte), 2012, 139 p., 9,50 €.

Alors que la sociologie du genre, généralement absente en France des cursus académiques de sociologie il y a encore un quart de siècle, constitue aujourd'hui un champ spécifique reconnu, plusieurs ouvrages récents destinés à un public d'étudiant-e-s (voire à un plus large public) permettent d'en appréhender les contours de manière synthétique. Mais qui dit synthèse dit choix, et ces derniers, ainsi que plus largement la perspective adoptée sur ce champ peuvent varier selon les auteurs, aussi bien selon leur orientation théorique que leur appartenance générationnelle et leur engagement militant. La présentation jointe des ouvrages d'Isabelle Clair et de Roland Pfefferkorn est à cet égard éclairante.

Dans une collection destinée à des étudiant-e-s, Clair prend le pari de présenter la sociologie du genre non comme un champ spécifique de la sociologie, mais comme une grille de lecture heuristique pour la sociologie dans son ensemble : alors qu'aujourd'hui la

sémantique du genre est partout, en quoi est spécifique l'usage que le sociologue peut faire de ces « lunettes » ? La question peut de prime abord apparaître incongrue : la banalisation du genre ne traduit-elle pas simplement le souci d'intégrer plus systématiquement la « variable sexe » ? Non, répond Clair, en mobilisant, pour convaincre du caractère transversal de cette problématique, la sociologie du genre, de la plus récente à la plus ancienne.

Dans un premier chapitre, l'auteure analyse comment, dans les années 1970-1980, après que les féministes eurent défendu l'idée que « le privé est politique », et aussi après quelques coups de sonde de la part de pionnières telles que Madeleine Guilbert, Andrée Michel et Viviane Isambert-Jamati, s'est développée toute une sociologie du travail dénonçant la dévalorisation du travail des femmes. À cette optique empirique sont venus s'adjoindre des développements théoriques avec notamment la mise en avant du concept de patriarcat et de mode de production domestique par Christine Delphy. Avec cette intégration du travail réalisé par les femmes gratuitement au sein des familles, la voie était ouverte à des analyses en termes de rapports sociaux (avec, au milieu des années 1980, les analyses de Danièle Kergoat), rapports asymétriques puisque les hommes se réservent les fonctions à plus forte valeur (politique, religion, armée, économie), tandis que les femmes sont assignées prioritairement à la sphère reproductive. Dans cette perspective transversale, la notion même de travail se trouve élargie au-delà de la conception étroite d'un travail salarié rémunéré. Au fil des évolutions sociales de la fin du XX<sup>e</sup> siècle – avec notamment une élévation considérable du niveau d'éducation et du taux d'activité des femmes –, le focus des sociologues du travail se déplace vers les conditions d'embauche et d'emploi des femmes, dans un contexte où les notions d'égalité des chances et de discrimination ont le vent en poupe.

Dans les analyses contemporaines, les travaux empiriques sur la sexualité ont

pris une place très importante. Non pas que ce champ ait été négligé dans la période antérieure, mais il avait été exploré de manière avant tout théorique par des sociologues comme Colette Guillaumin ou Monique Wittig, avec la notion d'institution hétérosexuelle, voire de « sexage », puisque les femmes étaient définies comme les objets du désir des hommes. À la même époque, des anthropologues comme Paola Tabet ou Maurice Godelier concluent également à l'inscription, voire la subordination, de la sexualité à la reproduction de rapports sociaux bien plus larges. Peu nombreux dans les années 1990, les travaux empiriques se multiplient à la toute fin du siècle, qui inscrivent l'exploration des sexualités dans une perspective féministe (voir notamment les travaux de Nathalie Bajos et Michèle Ferrand). L'homosexualité féminine devient alors l'objet d'attentions particulières, puisqu'au-delà de son intérêt intrinsèque elle peut être considérée comme un défi aux rapports de genre. En effet, comme vont le développer à partir des années 1990 les sociologues se rattachant aux théories dites du *queer* – et dans le prolongement des travaux pionniers de Wittig du début des années 1980 –, la sexualité hétérosexuelle est au cœur du rapport de genre : c'est la norme d'hétérosexualité qui produit les hommes et les femmes, comme deux types d'êtres humains complémentaires, et ce à partir de différences naturelles parfois pas si évidentes, et en tout cas montées en épingle et mises en scène au quotidien.

La multiplication des travaux sur la sexualité – avec des thèmes comme l'identité des homosexuelles ou l'identité de genre en général – amorce-t-elle un tournant, voire une rupture, avec les sociologues matérialistes du XX<sup>e</sup> siècle, qui non seulement se méfiaient d'une polarisation sur les subjectivités, mais mettaient la question du travail – et non celle de la sexualité – au cœur des processus de domination ? Pour Clair, il y aurait là un clivage bien plus générationnel (entre les sociologues) que de fond, car il peut y avoir « plusieurs

espaces de construction du genre – le travail mais aussi la sexualité » (p. 54). En revanche, il y a une vraie réticence, de la part de nombre de sociologues, à suivre les approches *queer* quand elles se polarisent sur les injonctions sociales à se conformer aux normes masculines ou féminines plus que sur les situations et les pratiques sociales objectives, en semblant négliger que les enjeux ne sont pas symétriques, dès lors que l'on parle d'un rapport de domination. Toujours est-il que l'on peut diagnostiquer une relative dépolitisation des études de genre, parallèlement à leur développement et à leur « professionnalisation » depuis les années 1970.

Dans une deuxième partie, l'auteure analyse comment on est passé des études féministes aux études de genre, les secondes apparaissant effectivement moins connotées de militantisme que les premières. Mais la notion de genre a un empan plus large que la seule cause des femmes : c'est bien de la construction de l'ordre social et de l'importance de la hiérarchisation hommes/femmes à cet égard qu'il s'agit. On peut alors douter que toute connotation militante ait disparu, ne serait-ce que parce que, que l'on soit sociologue homme ou sociologue femme, l'on est impliqué, situé, dans le système de genre lui-même. Et aujourd'hui, poursuit l'auteure, à côté d'une production sociologique qui a pris ses distances avec le mouvement féministe et recherche, comme dans les autres champs, la respectabilité scientifique et le rendement productif, il subsiste de fait des solidarités entre les chercheuses, les femmes, les étudiantes, et aussi, versant plus négatif, un relatif stigmatisme attaché à ces femmes qui travaillent sur les femmes. « Une forme de militantisme institutionnel... continue d'être d'actualité. » (p. 67), conclut l'auteure.

Cette perméabilité entre engagement et production scientifique est particulièrement visible à propos de certaines questions sociales qui sont autant d'objets d'investigation sociologique possibles, par exemple la prostitution ou le port du voile, ou encore la parité. Mais cette

même perméabilité peut aussi déboucher sur une acuité épistémologique particulière, chez les femmes à l'instar des dominés en général ; la critique de l'androcentrisme des sciences humaines, de leur prétention à l'universalité et à l'objectivité est largement répandue depuis les analyses de Nicole-Claude Mathieu au début des années 1970, et elle converge, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, avec le courant critique de l'objectivité des sciences et la notion de « savoir situé ». Dans cette perspective, un regard féministe revêt de ce fait même une plus grande valeur scientifique. Mais le risque est alors de ne créditer d'une légitimité scientifique que celui qui parle pour sa catégorie, ce qui non seulement fige, voire naturalise, ladite catégorie, mais réduit singulièrement les prétentions de la sociologie à une certaine généralité. C'est peut-être pour cette raison que l'adoption du terme genre lui-même a suscité chez les sociologues tant de réticences. Mais c'est aussi, poursuit Clair, et à nouveau parce que les objections scientifiques cachent des résistances d'un autre ordre, parce que le genre, qui met l'accent sur le rapport (tout comme la notion plus ancienne de « rapports sociaux de sexe »), risque de participer de la déconstruction de la catégorie « femme ». Certes, personne ne défend une essentialisation de « la » femme, mais si le genre n'est que rapports et discours, qu'il suffirait de déconstruire, comment mobiliser politiquement pour la défense des femmes ?

À la suite de ces débats ouverts, l'auteure présente dans une troisième partie ce qu'une prise en compte du genre ou une non-prise en compte – de plus en plus rare – modifie aux analyses sociologiques, en donnant des exemples dans les champs variés de la sociologie (et de la science politique). Ainsi, la non-prise en compte du genre, en science politique, au nom de l'universalisme, attaquée frontalement au moment des débats sur la parité, s'estompe à présent, donnant lieu à des analyses originales, du « sexe des politiques sociales » par exemple (pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Arlette

Gautier et Jacqueline Heinen). Dans certains champs de la sociologie comme l'éducation ou le corps (sur les questions de reproduction, violence, sport, etc.), les travaux intégrant la problématique « genre » sont relativement nombreux, de même bien sûr qu'en sociologie de la famille. C'est indissociablement ce foisonnement empirique et une « interpellation militante » émanant des mouvements antiracistes qui ont débouché, ces dernières années, sur la rhétorique de l'« intersectionnalité », pointant la nécessité d'articuler le genre avec d'autres clivages sociaux posés comme tout aussi structurants, en premier lieu la « race ». Cette idée peut paraître assez banale : depuis Émile Durkheim, nombre de sociologues ont cherché à articuler systématiquement le jeu de maintes contraintes structurelles sur les comportements, en traquant des effets d'interaction ; ainsi, que la différenciation garçons/filles en matière de pratiques parentales ou de réussite scolaire varie selon les milieux sociaux est un constat extrêmement classique ! Il reste que la perspective intersectionnelle a le mérite d'insister sur la complexité des expériences minoritaires, qui ne se réduisent jamais à une somme de handicaps.

Au total, cet ouvrage a l'originalité et l'immense qualité d'exposer des débats internes aux sociologues (notamment aux sociologues féministes), des débats datés et complexes qui risquent néanmoins de paraître parfois obscurs ou secondaires pour les étudiant-e-s qu'il s'agit de convaincre de la valeur de l'approche en termes de genre. Il reste que ce livre est bien moins une introduction à la sociologie du genre qu'un livre présentant une sociologie de la sociologie du genre...

C'est moins vrai du livre que publie simultanément Pfefferkorn, dans une collection suisse destinée à un large public, avec l'objectif de présenter l'éventail des concepts permettant de penser l'oppression des femmes – patriarcat, mode de production domestique, travail reproductif, « sexage », etc. –, dans une perspective clairement matérialiste. Le clivage générationnel qu'évoquait l'ouvrage de

Clair apparaît dans toute sa netteté, et l'on perçoit vite le scepticisme de Pfefferkorn eu égard à la notion de genre : que gagne-t-on, souligne d'emblée l'auteur, à « substituer au concept de rapports sociaux de sexe celui de genre ? » (p. 19). À ses yeux (mais il n'est pas le seul, et trouve aisément des « alliées » chez des chercheuses de la même génération comme Delphy, Claude-Mathieu, etc.), avec cette notion de genre, « on en arrive à gommer la dimension conflictuelle entre la classe des hommes et celle des femmes » (p. 19). Si l'on trouve sans mal des réparties à cette thèse dans l'ouvrage de Clair, avec le souci de l'intersectionnalité notamment, il reste deux interrogations essentielles auxquelles ce dernier donnait relativement moins de place. Tout d'abord, il est vrai que la montée en puissance de la notion de genre et l'évolution récente des recherches en ce domaine conduisent à placer au cœur de la domination masculine la sexualité, et non la division du travail, comme le préconiserait Pfefferkorn : à ses yeux, mais il mobilise aussi les travaux empiriques de chercheuses comme Pascale Molinier ou Anne-Marie Devreux, « le noyau dur de la production sociale des sexes réside bien dans le travail et non dans la sexualité » (p. 115). Quoique l'on puisse objecter que l'approche par la sexualité se montre à même d'intégrer ce travail qu'est la production et l'appropriation des enfants, Pfefferkorn entend rester fidèle à la notion de rapports sociaux de sexe précisément en ce qu'elle souligne le caractère antagoniste des rapports entre les sexes et le caractère central de la division du travail entre hommes et femmes. Comparativement, le genre deviendrait de plus en plus, à ses yeux, un label commode et banalisé pour désigner les deux sexes.

Mais l'auteur n'en reste pas là : c'est peut-être quant aux fondements mêmes de la domination masculine que la notion de genre risque de se montrer trompeuse. Ne conduit-elle pas à s'intéresser « aux aspects symboliques de l'oppression des femmes et aux représentations plutôt qu'aux aspects matériels » (p. 71) ? Il se

réfère alors aux analyses de Joan Scott et aux approches discursives « postmodernes » de la fin du siècle dernier, qui insistent sur le fait que ce sont les discours – performatifs – qui positionnent les sujets et en l'occurrence produisent les identités de sexe, en négligeant, souligne-t-il, le contexte socioéconomique dans lesquels ces discours – et les identités – sont produits. Cette polarisation sur les aspects symboliques de la domination, Pfefferkorn la pointe également chez Pierre Bourdieu, dont les analyses minorent le rôle des aspects matériels, économiques ou physiques, et aussi dans la théorie *queer*. Partageant les interrogations rapportées dans l'ouvrage de Clair (mais prenant plus ouvertement parti), il insiste sur le fait que cette théorie traite chaque personne comme un individu isolé capable de jouer à sa façon un répertoire sexué et sexuel très ouvert. Cette théorie serait donc, de son point de vue, « davantage occupée par des questions de différence culturelle et par l'opposition binaire qui sous-tend l'hétérosexualité normative que par la question de l'oppression » (p. 64).

Si Pfefferkorn adhère aux analyses féministes comme celles de Judith Butler quand elles critiquent la réification de la notion de femme, il craint ouvertement que cela ne mine l'usage politique de cette catégorie, et la possibilité d'analyser au niveau macrosocial les rapports sociaux de sexe : pour nourrir un mouvement comme le féminisme, il faut, au-delà des analyses critiques indispensables, que les personnes partagent non seulement une communauté d'interprétation, mais aussi des expériences nourrissant un sentiment d'identité commune. Or, pour le poststructuralisme, la multiplicité des appartenances (race, genre, etc.) rend impossible cette identité sur un seul de ces facteurs : les identités sont fluides, et on ne saurait considérer qu'il y a des hommes et des femmes, mais des identités positionnées dans des discours sur le genre. Dans ce débat classique chez les sociologues anglo-saxonnes (voir notamment F. Becky, « Modernist reductionism or poststructuralist relativism : can

we move on ? », *Gender and education*, 1999, 11, 4, p. 381-394), Pfefferkorn s'engage résolument : une approche poststructuraliste abstraite et relativiste est incompatible avec une mobilisation féministe.

C'est l'un des mérites de son ouvrage que de soulever explicitement ce débat, encore peu présent en France. Car dans celui de Clair, destiné – ne serait-ce que par la collection qui l'héberge – avant tout aux étudiant-e-s, le parti pris est de se limiter à la sociologie francophone : « pour favoriser la lecture de première main de textes accessibles » est-il précisé (p. 11). On pourrait arguer que les étudiant-e-s doivent être capables de trouver des textes anglo-saxons et de les lire... En tout cas, la sociologie du genre est tellement riche dans l'univers anglo-saxon qu'il est dommage de la minorer de la sorte et l'ouvrage tout aussi accessible de Pfefferkorn montre que l'on peut sans peine et avec profit intégrer les analyses françaises dans ce contexte international. En revanche, les deux ouvrages, s'ils incluent des ouvertures à l'histoire, la science politique, l'anthropologie ou la philosophie, laissent dans l'ombre (comme c'est fréquemment le cas dans ce champ) toute la psychologie sociale, très proluxe sur les inégalités hommes/femmes, qui en éclaire pourtant les médiations subjectives.

Conséquence peut-être d'une limitation au petit monde de la recherche française, où tout le monde se connaît, l'ouvrage de Clair comprend peu de discussions critiques sur les travaux des collègues consacrées, avec à la clé l'image – certes adaptée aux visées d'un manuel – d'une communauté de chercheuses plutôt consensuelle. Pour ne prendre qu'un exemple que l'auteure ne souligne qu'en conclusion, les choix de forme – féminisation des noms – ou le fait de préciser le prénom des auteurs pour rendre visible leur sexe sont des choix qui se discutent : il s'agit d'« identifier des travaux souvent passés à la trappe de la connaissance et de la reconnaissance » (p. 123) ; certes, mais on entend aussi, poursuit-elle, « déjouer un

signe de la fausse neutralité scientifique et parce que le prénom informe sur la situation sociale de l'auteur » (p. 123). Quoi de moins consensuel que ce parti : faut-il que tout sociologue affiche lors de toute production non seulement son sexe, mais son origine sociale ou ethnique, ou encore sa religion, ses pratiques sociales les plus diverses ? Les débats très vifs qui ont opposé les femmes sur la parité ont montré que ce type de position les divise profondément. Si Roland Pfefferkorn, plus extérieur qu'Isabelle Clair au champ de la sociologie contemporaine française du genre, est à ce titre plus libre de formuler des commentaires critiques bienvenus dans un champ où l'unanimité militant peut masquer toute vraie controverse, il se montre tout autant engagé et son parti explicitement matérialiste ne fera pas l'unanimité. Peut-on conduire des analyses sociologiques des rapports de domination sans engagement fort, engagement qui non seulement motive, mais oriente ces analyses ? Question toujours latente en sociologie, et bien au-delà d'une sociologie du genre !

**Marie Duru-Bellat**

*Observatoire sociologique du changement  
Sciences Po*